

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 138
13 novembre 2008

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Intervention du représentant Front Unique au BDFN de la FSU du 12 Novembre (extraits)

**Toutes les contre réformes visent à faire payer la crise aux travailleurs !
La responsabilité de la direction de la FSU comme de l'ensemble des directions syndicales
est de dire : « Nous ne paierons pas votre crise ! Retrait de toutes les contre réformes ! »**

Darcos a donné une interview au Monde le 8 Novembre. Que dit-il ? Nous allons continuer sur la voie de la réduction de la dette et pour cela maintenir le cap de la suppression de postes (13500 pour 2009, 40000 dans les deux années à venir). Le journaliste du Monde lui fait remarquer : « *Est-il pertinent de supprimer 30000 postes de fonctionnaires pour économiser 776 millions d'euro (...) alors que pour prendre ce simple exemple un incident de « trading » vient de faire perdre 751 millions aux Caisses d'Epargne ?* ». Il répond : « *La crise ... est une crise de confiance dans les acteurs économique privés... Le rôle de l'Etat consiste à recréer les conditions de la confiance.* ».

Il faut rétablir la confiance des escrocs de la banque. Il faut donc leur ouvrir sans limite les caisses de l'Etat. Et pour cela il faut « réformer » avec un but : réduire les budgets de l'Ecole, de la Santé, de tous les budgets sociaux. Un exemple : l'Etat a déjà versé 10 milliards aux banques, plus que les 9 milliards du prétendu déficit de la Sécurité Sociale. Et pour éponger ce prétendu déficit, un amendement à la loi de financement de la Sécurité Sociale vient de décider de limiter l'accès aux médicaments prescrits pour les cancéreux dans le cadre de chimiothérapie. Au point qu'un député UMP – qui au demeurant a sûrement fini par le voter – a interrogé : « *Prescrit-on et prend-on ce genre de médicament par plaisir ?* »

Gérard Aschiéri a déclaré à l'instant : « *Certes, on ne peut s'opposer au sauvetage des banques...* ». Bien sûr que si ! On peut opposer au plan Sarkozy Fillon des 360 milliards donnés aux banques : la nationalisation sans indemnité ni rachat des banques, la mise à la disposition de l'ensemble du système du crédit pour satisfaire les besoins sociaux des travailleurs. Ce qui évidemment suppose le combat contre ce gouvernement. Telle devrait être la position de l'ensemble du mouvement ouvrier !

Ce qui nous ramène à un autre aspect de la déclaration de Darcos : « *derrière les apparences les choses bougent. Nous avons signé avec les syndicats 12 accords en dix huit mois, soit plus que les quinze années précédentes.* ». Voilà l'obstacle essentiel au combat : la signature, et la coopération des directions syndicales à l'entreprise du gouvernement.

Qu'est ce qui ordonne toutes les contre réformes de l'enseignement de Darcos ? A quoi sert la réforme du primaire ? A supprimer les RASED (3000 postes dès le budget 2009). A quoi sert la réforme des lycées ? A supprimer des milliers d'heures d'enseignement ; à faire faire l'orientation aux professeurs, et à ne pas remplacer 5 départs sur 6 de conseillers d'orientation – psychologues. A quoi sert la réforme des concours ? A rayer de la carte universitaire des départements entiers, puisque dans la plupart des facultés de lettres, par exemple, il n'y aura plus d'enseignement disciplinaire à partir de la licence ; à supprimer des milliers de postes, puisque l'année de stage disparaît pour les profs, qui seront désormais mis devant les élèves à temps plein !

Il y a un appel à la grève le 20. On ne peut douter de la volonté des enseignants de combattre le gouvernement. Une seule chose manque : c'est la réalisation du front Unique des organisations syndicales sur le mot d'ordre : « *A bas les contre réformes du gouvernement Sarkozy Fillon !* »

La direction syndicale a mis aux voix un texte d'appel au 20 un texte qui se prononce en particulier « pour l'abandon des réformes qui remettent en cause la réussite de tous les jeunes et pour l'ouverture d'un véritable dialogue social sur les questions éducatives ». Si les mots ont un sens cela signifie que parmi les réformes du gouvernement, certaines remettent en cause la réussite des jeunes, d'autres non ! Lesquelles ? Quant au « véritable dialogue social », il a lieu pour le plus grand bénéfice du gouvernement (12 signatures en 18 mois, dit Darcos) ; sauf lorsque les enseignants imposent qu'il soit rompu (comme le montre le départ de la direction du SNES de la commission Gaudemar). C'est dans ce sens qu'il faut organiser le combat !

Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : courrier@frontunique.com